

Résumé

Il y a encore vingt ans, les pays voyaient la mobilité des étudiants comme un moyen de s'ouvrir au monde, et peut-être de créer par là même des réseaux d'élite à l'échelle internationale. Les universités se félicitaient d'accueillir des étudiants étrangers mais faisaient rarement de gros efforts pour les attirer. Aujourd'hui, l'enseignement transnational est davantage perçu comme un levier de développement économique. Le nombre d'étudiants étrangers dans la zone OCDE a augmenté de 70 % entre 1998 et 2004, pour atteindre 2.3 millions d'étudiants. La concurrence accrue entre pays et entre établissements pour attirer des étudiants et universitaires étrangers ainsi que l'émergence de nouvelles formes d'enseignement transnational représentent un contexte nouveau pour l'action publique. En outre, les avantages, notamment économiques, qui résultent de l'enseignement transnational semblent prendre une importance croissante. Ce chapitre étudie les politiques d'internationalisation de l'enseignement supérieur, en prenant en compte ce contexte et ces objectifs nouveaux.

L'enseignement supérieur transnational offre aux pays de véritables opportunités universitaires, culturelles, politiques et économiques. Pour les saisir, les pays doivent définir une stratégie adaptée à leur situation et à leurs objectifs, dans une perspective qui dépasse le seul domaine de l'éducation. La politique d'internationalisation de l'enseignement supérieur doit être liée aux politiques économique et sociale, dans la mesure où elle repose sur des moyens d'action qui ne relèvent pas directement du domaine éducatif, par exemple la politique des visas ou la politique commerciale.

Quatre grandes stratégies sont décrites pour l'enseignement supérieur transnational. La *stratégie fondée sur la compréhension mutuelle* poursuit avant tout des objectifs politiques, culturels, académiques et d'aide au développement. La *stratégie fondée sur les migrations de personnels qualifiés* poursuit les objectifs de la stratégie précédente mais aborde également le recrutement des étudiants étrangers de manière plus volontariste et ciblée. Elle vise à attirer des étudiants (et universitaires) talentueux susceptibles de travailler au service de l'économie du pays d'accueil ou d'augmenter la compétitivité des secteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur de ce pays. La *stratégie fondée sur la mobilisation de recettes* poursuit les objectifs des stratégies fondées sur la compréhension mutuelle et sur les migrations de personnels qualifiés, mais elle poursuit en outre directement des objectifs commerciaux. Dans ce cadre, les étudiants étrangers paient le coût réel de leurs études, sans bénéficier (en général) de subventions publiques. La *stratégie fondée sur le renforcement des capacités* consiste à encourager les importations d'enseignement supérieur, quel que soit leur mode de fourniture, afin de renforcer rapidement les capacités d'un pays émergent. Toutes ces stratégies ne sont pas également à la portée de tous les pays, et elles comportent chacune leurs propres problèmes. L'objectif n'est pas uniquement d'encourager l'exportation des services éducatifs. Comme le montrent plusieurs pays d'Asie et du Moyen-Orient, importer des services éducatifs peut être aussi avantageux que de les exporter.

Ce chapitre soulève de nombreuses questions épineuses. Comment l'enseignement supérieur transnational peut-il profiter équitablement aux pays développés et en développement? S'il peut aider ces derniers à renforcer leurs capacités économiques et universitaires, il pourrait également entraîner une fuite des cerveaux et une diminution de l'aide dans l'enseignement postsecondaire. Et quel est l'impact de l'enseignement transnational sur les systèmes nationaux d'enseignement supérieur et les politiques éducatives des pays en matière d'accès, de qualité et de financement public? Quelle position adopter vis-à-vis de l'anglais comme langue d'enseignement dans les pays non anglophones?